

Les relations de l'UE avec les pays du Maghreb

Conférence GRASPE de Jean-François Drevet

Georges Vlandas :

Bonjour, nous sommes réunis aujourd'hui, pour écouter notre ami Jean François Drevet, membre du comité de rédaction de la revue Graspe, sur les relations entre l'Union européenne et les pays du Maghreb.

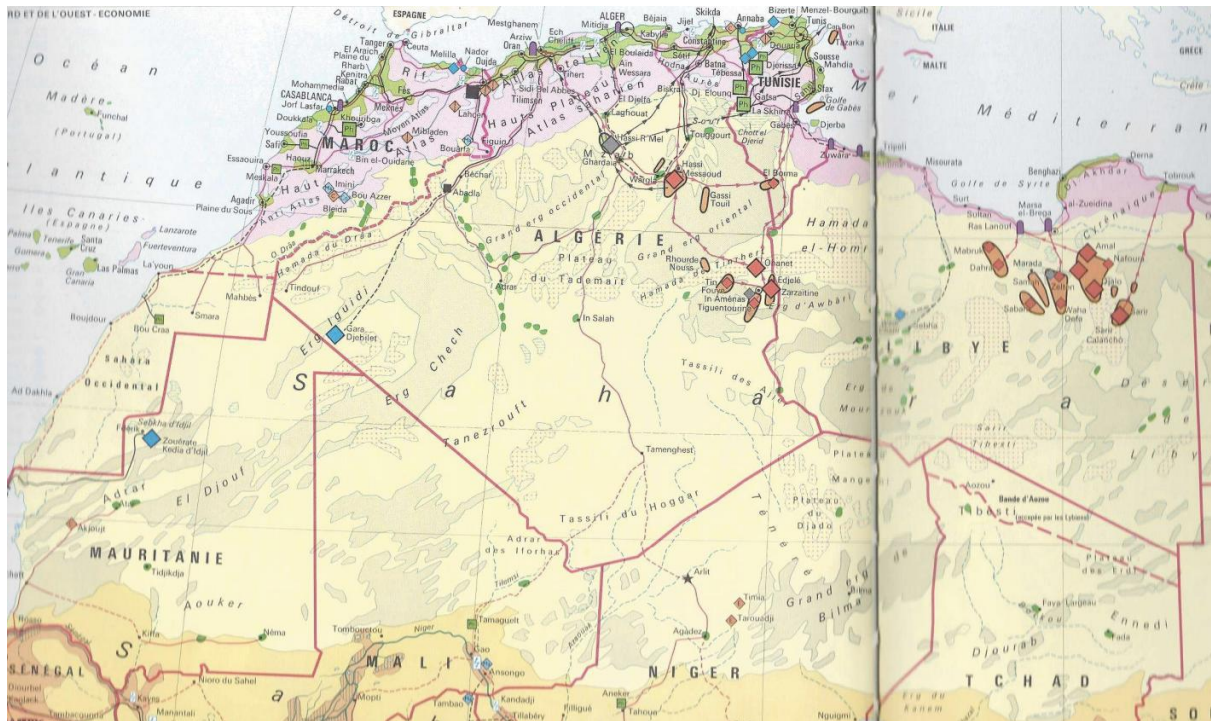
Jean-François Drevet :

Bonjour à tous. Alors, on s'en aperçoit aujourd'hui, avec l'évolution de la situation globale, de l'existence des difficultés dans les relations avec ces pays. On s'était sans doute un peu désintéressé de cette question dans le passé ; nous avons eu l'élargissement, la politique européenne de voisinage, mais cela n'a pas donné d'aussi bons résultats qu'espéré. Aujourd'hui, nous avons carrément des problèmes de coexistence et de sécurité qui se sont développés au cours des dix ou quinze dernières années, et dont nous avons pris conscience avec un peu de retard.

Le problème du voisinage est donc en train de devenir l'enjeu principal de la politique étrangère de l'Union européenne. Après avoir commencé avec Chypre et le développement de l'objectif d'élargissement pour une dizaine de pays, on peut amorcer maintenant un petit tour d'Europe des périphéries. Une sorte de vision à 360 degrés, si vous me le permettez, qui permettra de faire le point sur ce qui se passe dans ces pays avec qui nous avons des relations importantes, ce qui donne

d'ailleurs du travail à nos collègues interprètes et aux responsables des unités géographiques dans les directions générales.

Il paraît donc utile d'analyser la situation de ces pays et de voir comment les choses peuvent évoluer. Voici donc la présentation d'aujourd'hui : elle est en anglais, mais je vais m'exprimer en français. Vous pourrez poser vos questions comme vous le souhaitez, en anglais ou en français. C'est une analyse que je vais mener par rapport au "background", c'est-à-dire avec des données historiques et géographiques fondamentales. Celles-ci jouent un rôle, même lorsqu'elles appartiennent au passé, et influencent encore la situation, notamment les relations entre l'Union européenne et les pays du Maghreb.



Ces derniers constituent, depuis les débuts de l'Union, l'un des ensembles géographiques où elle est le plus intervenue. Ce sont des pays associés depuis les années 70, ayant des relations régulières avec l'ensemble des pays européens et pas seulement avec leurs trois voisins que sont la France, l'Italie et l'Espagne.

Je vais faire cette présentation en sept chapitres. Pour commencer par la politique, le Maghreb, ce sont trois pays avec qui nous avons des relations importantes, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, pour des raisons historiques et parce que ce sont les

parties les plus peuplées. On y ajoute aussi, à l'ouest, la Mauritanie, qui fait partie d'un ensemble beaucoup plus vaste mais qui est considérée comme maghrébine, et où l'on parle l'arabe un peu comme dans le reste du Maghreb.

En Libye, la situation est plus problématique car nous n'avons jamais eu d'accord d'association. À l'époque, Kadhafi ne voulait pas signer avec l'Union européenne ; il avait fini par changer d'avis et nous avions l'intention de conclure, mais il a été renversé entre-temps. C'est le chaos qui règne depuis dans ce pays qui nous a mis dans l'impossibilité d'avancer sur cet accord, qui était en préparation au moment où le "printemps arabe", comme on l'a appelé, a abouti à sa chute. J'ajoute aussi le Sahara occidental, qui fait partie *de facto* du Maroc avec des problèmes d'ajustement avec l'Algérie, et qui constitue une sorte de "Grand Maghreb". On parle souvent de ce Grand Maghreb : il représente 4 ou 5 millions de kilomètres carrés et une centaine de millions d'habitants. C'est donc un partenaire majeur pour l'Union européenne.

CIA fact book 2025	Population 1000 inhab	GDP (PPS) Millions US\$	GDP/cap US\$
Mauritania	4328	33069	6400
Morocco	37388	350594	9100
Algeria	47022	722912	15400
Tunisia	12049	156086	12700
Libya	7361	90609	12300
Maghreb 5	108148	1353270	12500

Quelques chiffres pour le rappeler : le point crucial est la croissance démographique. Le Maghreb a dépassé récemment les 100 millions d'habitants, ce qui représente un ensemble assez considérable. Si l'on s'en tient aux trois pays centraux — Maroc, Algérie et Tunisie — nous sommes déjà à 108 millions et la croissance reste rapide. C'est l'un de leurs défis majeurs : cette pression démographique face à des ressources limitées. Vous le voyez au niveau du PIB, et

surtout du PIB par habitant : on est à 12 500 euros en parité de pouvoir d'achat. C'est un niveau très bas à proximité immédiate de l'Europe. De fait, c'est un problème d'avoir un écart de développement aussi important, bien plus marqué que celui qui existe, par exemple, entre les États-Unis et le Mexique. La Méditerranée est ainsi une frontière où l'écart de revenus est considérable, avec toutes les conséquences que cela entraîne, notamment en matière de migrations.

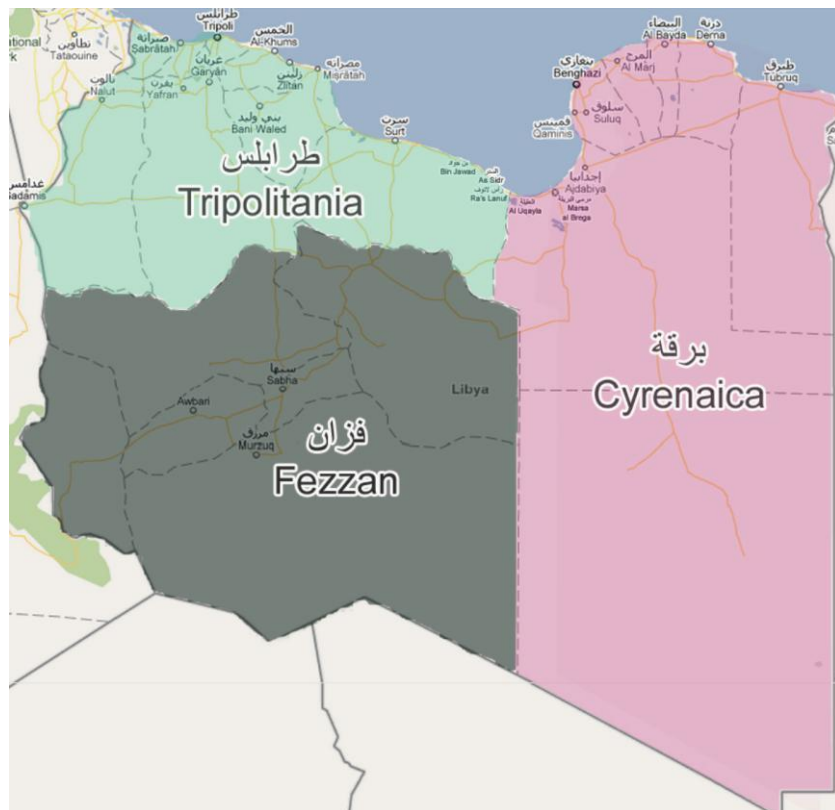
Concernant l'organisation politique, nous avons trois pays, quatre avec la Mauritanie, qui présentent une certaine forme de stabilité. Par rapport au Moyen-Orient, ce n'est pas du tout comparable : le Maghreb connaît finalement une situation tout à fait positive, même si cette stabilité n'est pas parfaite. Il reste deux problèmes de fond non résolus. D'abord celui de la Libye : le chaos y est persistant. La chute de Kadhafi remonte à 2011 ; nous sommes en 2026, cela fait 15 ans que cela dure et on ne voit pas, pour le moment, d'amélioration particulière. Ensuite, la question du Sahara occidental, qui reste la principale pomme de discorde entre le Maroc et l'Algérie et qui, d'après les derniers développements, n'est pas en voie de solution.

Tout ceci remonte à l'année 2011, qui a vu ces mouvements se généraliser dans presque tous les pays arabophones, du Maghreb au Machrek : la chute de Ben Ali en Tunisie, beaucoup de soucis en Algérie, le Maroc qui a géré comme d'habitude dans une certaine continuité, et enfin la Libye qui a été un désastre total. Au Maroc, Mohammed VI est arrivé sur le trône en 1999 ; cela va faire 27 ans qu'il est là. Vu l'importance de l'institution monarchique au Maroc, il joue un rôle bien plus crucial qu'un président ou qu'un monarque ordinaire : il conserve une grande partie des leviers de commande. En Algérie, on a vécu une sorte d'interminable transition depuis les "années noires" des années 90. Bouteflika, figure historique du FLN ayant connu la guerre d'Algérie, a été élu et réélu...

En 2014, quand il a été réélu, Bouteflika était dans un état de santé extrêmement difficile. Il a fini par partir et a été remplacé par un autre membre du FLN, un peu moins âgé et en meilleure santé : le président Tebboune, qui est au pouvoir depuis 2019. En Tunisie, Ben Ali est tombé en 2011 — il a été l'un des premiers, avec

Moubarak en Égypte, à être obligé de céder le pouvoir. Il a été remplacé par Kaïs Saïed, le président actuel, mais c'est un président qui a pris le pouvoir de façon beaucoup plus énergique depuis 2022. Il a suspendu la Constitution et le Parlement, ce qui s'apparente à une sorte de retour à la dictature.

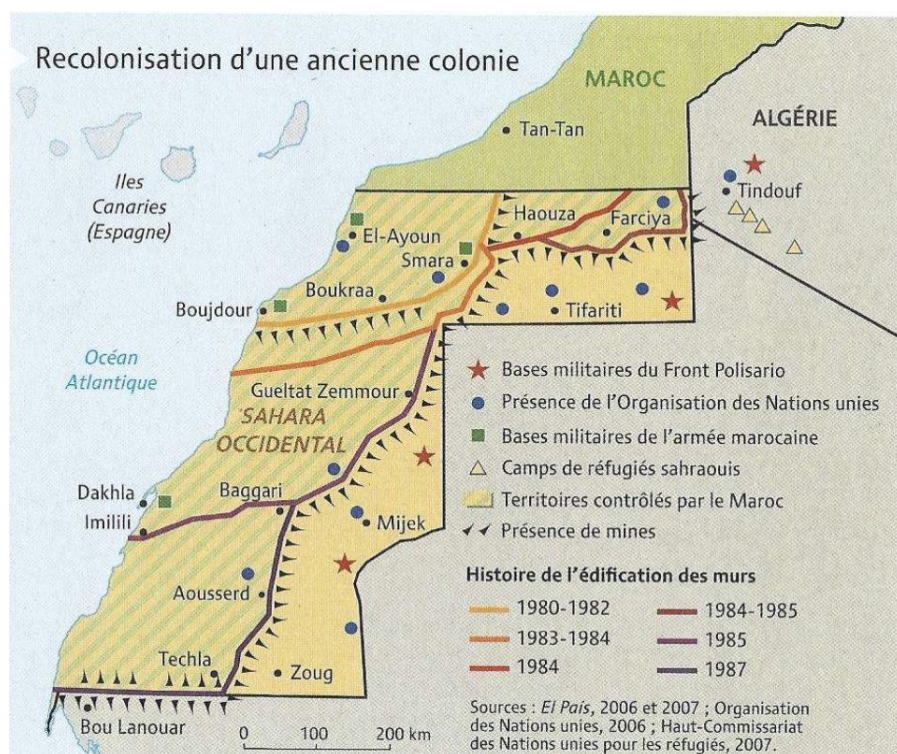
Concernant la Libye, je ne vais pas commenter les cartes pour ne pas être trop long. Depuis la fin de Kadhafi, le pays est partagé en deux. La partie ouest, plutôt maghrébine, a un gouvernement installé à Tripoli et reconnu internationalement. De l'autre côté, à Benghazi en Cyrénaïque, on trouve un autre gouvernement. Chacun est soutenu par des pays différents, ce qui a entraîné une guerre civile à peu près permanente, avec des avancées et des reculs des deux gouvernements et des tribus qui les soutiennent.



Ce n'est pas une situation facile pour les Libyens. En fait, il y a trois composantes en Libye : une composante maghrébine (la Tripolitaine), une composante saharienne (le Fezzan) et une composante plutôt égyptienne (la Cyrénaïque). Ces trois régions ont été rassemblées par l'Italie au moment de la colonisation, mais elles regardent dans des directions différentes : la Tripolitaine vers l'ouest, la Cyrénaïque vers l'est

et le Fezzan vers le sud. C'est un pays dont l'unité est vraiment mise en cause ; il a été artificiellement maintenu par les Italiens, puis par Kadhafi, mais depuis la chute de ce dernier, chacun repart de son côté.

Vient ensuite la question du Sahara occidental, qui était une colonie espagnole. À la mort de Franco, le Maroc en a pris possession, c'est ce qu'on appelle la "Marche verte", et s'est heurté à l'opposition de l'Algérie. L'Algérie a voulu disputer au Maroc la prééminence sur ce territoire, et une guérilla s'est installée entre le Polisario, fortement soutenu par l'Algérie, et le Maroc. Un cessez-le-feu est en place depuis 1991 : 80 % du territoire est occupé par les Marocains, les 20 % restants étant en principe hors de leur contrôle. En réalité, le Polisario est installé à Tindouf, du côté algérien ; il dépend de l'Algérie qui lui fournit ses armes et nourrit la population dans les camps de réfugiés.

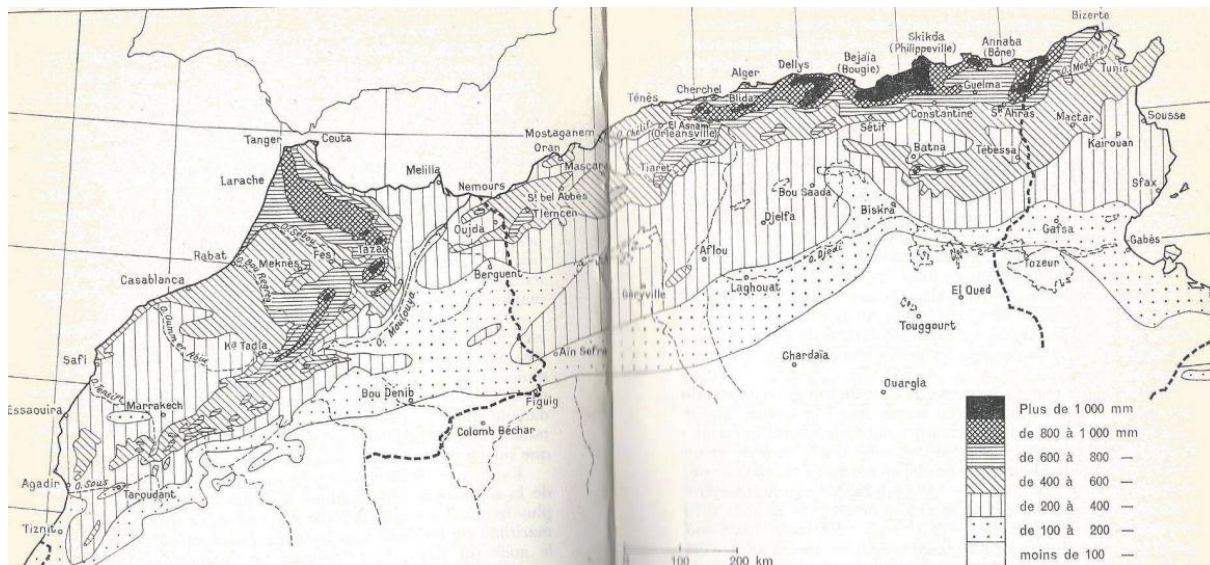


Malgré les tentatives des Nations Unies pour résoudre le problème, aucun résultat n'a été obtenu jusqu'à ce que, dans le cadre de la négociation des "accords d'Abraham" au Moyen-Orient, le Maroc réussisse à obtenir des États-Unis la reconnaissance de la "marocanité" du Sahara occidental, en échange de la normalisation de ses relations avec Israël. Par la suite, la France et l'Espagne ont fini

par reconnaître plus ou moins que le Sahara occidental était marocain et qu'il constituait, contrairement à la position des Nations Unies qui attendent toujours un référendum d'autodétermination, une province marocaine. Cela a brouillé la France et l'Espagne avec l'Algérie, qui a très mal pris les choses. On s'aperçoit que si l'on prend le parti de l'un, on se retrouve forcément brouillé avec le second. La situation n'avance donc pas.

Toute l'histoire du Sahara occidental est résumée sur cette carte. Pour ceux qui s'intéressent aux détails de ce conflit, elle permet de retracer les événements. La thèse marocaine soutient qu'une grande partie du Sahara — l'Algérie ayant été colonisée par la France — a été attribuée à cette dernière, et que le Maroc ne revendique finalement qu'un petit morceau de territoire alors qu'il pourrait prétendre à bien plus. À une époque, il a même revendiqué la Mauritanie. Le Maroc estime donc qu'on ne lui a accordé qu'une fraction du Sahara et que l'Algérie exagère en lui disputant ce territoire, alors qu'elle a été la mieux servie par le découpage colonial.

Du côté algérien, on défend l'autonomie, ou plutôt l'indépendance du Sahara occidental comme une entité distincte du Maroc. L'Algérie a également un intérêt stratégique : profiter de ce conflit pour obtenir, à partir de Tindouf, un accès sur l'océan Atlantique. Pour l'heure, rien n'est résolu et les frontières ne sont reconnues par presque personne. Ce n'est pas si grave en soi, dans la mesure où nous sommes au Sahara — ce sont des lignes sur le sable — mais le conflit persiste, avec son lot de réfugiés et, de temps en temps, de victimes. Il faut noter que la quasi-totalité de l'armée marocaine est aujourd'hui stationnée au Sahara.



Sur le plan géographique, c'est un territoire sec, et donc pauvre. La pluviométrie reste le déterminant majeur de l'économie et de l'organisation du peuplement. Le potentiel agricole est limité, ce qui ne serait pas dramatique si la population rurale n'était pas aussi importante : un gros tiers des habitants vit encore dans les campagnes, avec une vulnérabilité extrême à la sécheresse et des sols peu fertiles.

Concernant les ressources naturelles, on trouve surtout du pétrole en Libye et en Algérie. La Libye est la mieux dotée alors qu'elle est le pays le moins peuplé ; l'Algérie, finalement, n'est pas si bien servie par rapport à sa population. Le Maroc et la Tunisie disposent de phosphates et l'on trouve, de façon très dispersée, quelques minerais métalliques. Mais l'essentiel est là : les ressources naturelles sont globalement faiblement développées et une grande partie de la population peine à survivre.

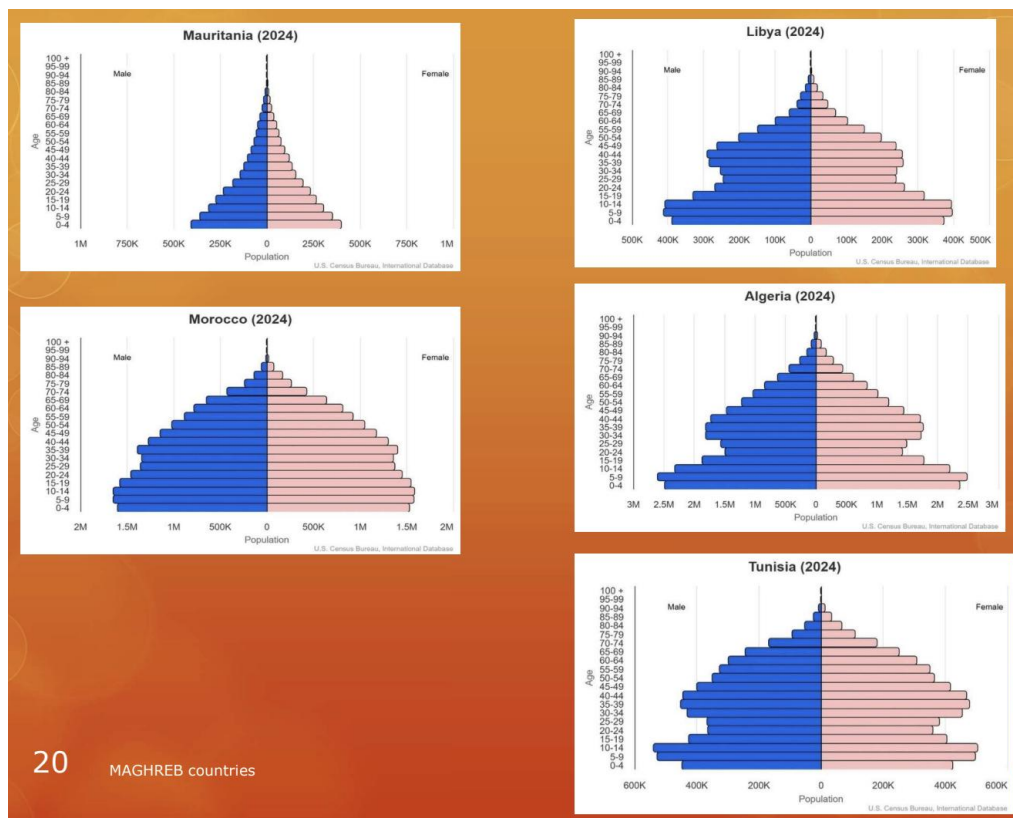
Il y a parfois de bonnes années, mais les années trop sèches sont bien plus fréquentes que les années humides. L'agriculture est donc à la limite de la survie. On estime qu'il faut 400 mm de pluie pour cultiver des céréales ; or, à part dans les montagnes où les sols fertiles sont rares, l'eau manque là où l'espace est disponible. C'est une région peu favorisée par la nature. Compte tenu de la démographie actuelle — avec encore 30 à 40 millions de ruraux, contre seulement quelques millions il y a un siècle — la croissance de la population dans des zones sans ressources a fait chuter les revenus et multiplié les problèmes.

2015	Rate of growth	Fertility Children/ woman	Life expectation Years at birth	Infant mortality/ 100000 births
Morocco	0,84	2,25	74,2	18,3
Algeria	1,54	2,94	77,9	18,7
Tunisia	0,58	1,93	77,3	11,3
Libya	1,44	1,46	77,7	10,7

La croissance démographique est désormais en train de ralentir, mais la population née il y a vingt ou trente ans — au moment du pic de croissance — a aujourd'hui atteint l'âge d'homme et cherche du travail. Nous faisons donc face à un taux de sous-emploi des jeunes et à des taux de pauvreté, calculés par les ONG, qui sont relativement élevés. Avec un revenu de 12 000 euros par habitant et par an, les moyens de s'en sortir restent limités.

À cela s'ajoutent des problèmes de qualification et de formation. Le système éducatif et les services publics sont littéralement débordés. Une population qui a crû de presque 3 % par an pendant trente ans rencontre nécessairement tous les problèmes possibles : pollution, difficultés d'aménagement du territoire et crise du logement dans les villes ; pauvreté dans les campagnes, où les ressources agricoles n'ont pas augmenté alors que la population a doublé ou triplé.

Certes, la situation est en train de se stabiliser. Les taux de fécondité actuels se sont nettement réduits, même si l'on peut garder quelques doutes sur la précision des chiffres. On s'aperçoit que les campagnes de limitation des naissances ont été assez efficaces en Tunisie, un peu moins au Maroc et inexistantes en Algérie, qui conserve le taux le plus élevé. Cela reste un enjeu de taille : même avec un taux de 2,25, la population augmente de 10 % tous les dix ans. Il faut pouvoir assumer ce rythme en termes de logements, d'écoles et d'hôpitaux. Les États sont débordés depuis un moment et, même si cela ralentit, la charge reste élevée par rapport aux ressources publiques et au revenu par habitant.



Voici la pyramide des âges. La plus "jeune" est celle de la Mauritanie, une population qui a connu assez peu d'événements graves ou de guerres. Au Maroc, on voit que la base commence à se réduire, mais pas de façon si marquée. La croissance reste assez élevée par rapport à ce que l'on observe en Asie ou, évidemment, en Europe, où la structure démographique est totalement différente.

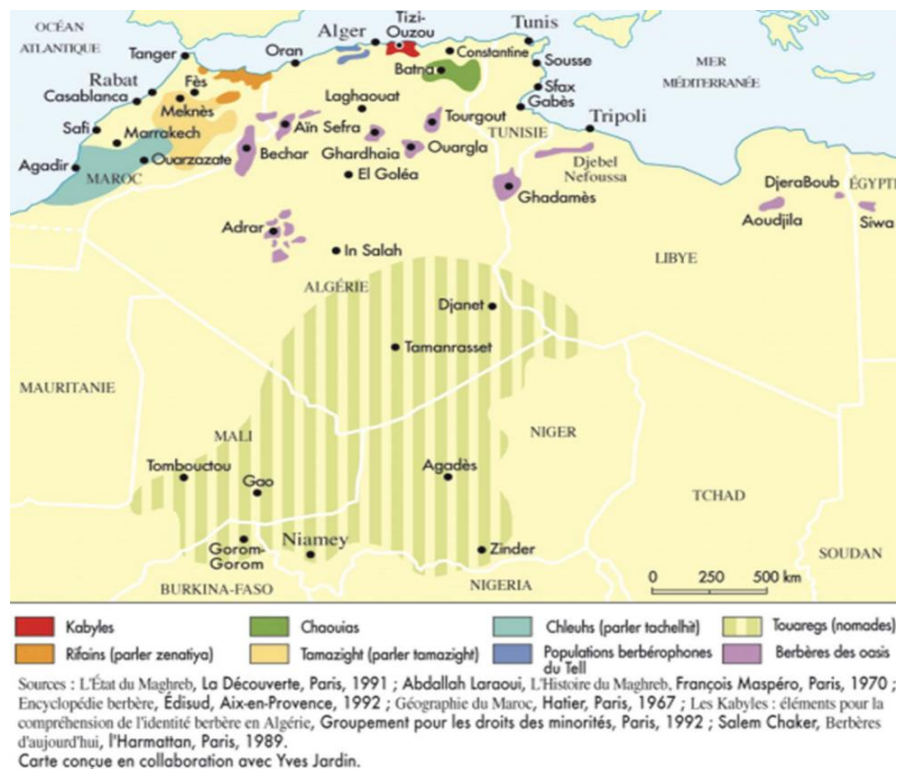
Le problème est là, dans toute sa grandeur. Pour ceux qui parcourent ces pays depuis une quarantaine d'années, la croissance urbaine est absolument phénoménale. Des villes comme Fès ou Alger, qui n'étaient pas très denses il y a quarante ans, sont devenues très serrées. Elles se sont répandues sur le paysage environnant pour devenir de véritables mégapoles.

Passons maintenant à la partie historique. Je ne vais pas faire de l'histoire pour l'histoire, mais elle explique encore beaucoup de choses de la situation actuelle.

Initialement, nous sommes face à une population berbère, qui est restée berbérophone pratiquement jusqu'à l'époque de la colonisation, malgré diverses dominations étrangères avant les invasions arabes. Ces dernières ont totalement

islamisé le Maghreb, Libye et Mauritanie incluses. L'arabisation a suivi et elle progresse encore aujourd'hui : l'urbanisation des Berbères les entraîne souvent à s'arabiser en une seule génération. Ces pays évoluent vers un système où l'arabe devient la langue maternelle de la quasi-totalité de la population. On observe toutefois une certaine résistance chez les Kabyles en Algérie ou les Berbères de l'Atlas au Maroc, qui s'arabisent plus lentement. En revanche, en Tunisie et en Libye, il n'y a pratiquement plus de berbérophones.

Ensuite, nous avons eu cette phase de colonisation sur laquelle je vais revenir, car elle a très fortement organisé le territoire. Le premier pays à avoir été indépendant, c'était le moins développé : la Libye. Puis sont venus le Maroc et la Tunisie en 1956, et enfin l'Algérie en 1962, au terme d'une guerre longue et difficile.



On voit sur les cartes que des îlots berbères demeurent. Ils sont relativement nombreux, mais les Berbères ne sont pas une population homogène : entre eux, ils ne se comprennent pas nécessairement. Il s'agit de plusieurs dialectes berbérophones, relativement différents les uns des autres, qui représentent à peu près un tiers de la population en Algérie, un peu plus de 50 % au Maroc, et beaucoup moins en Tunisie, en Mauritanie ou en Libye.

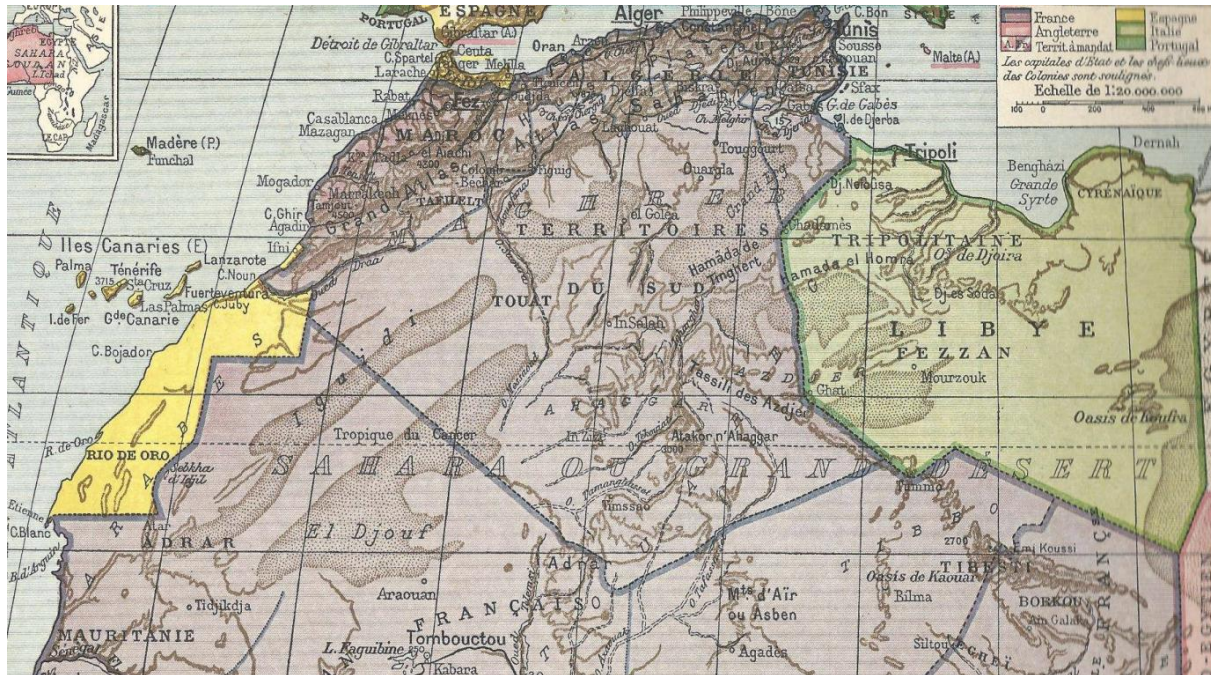


Ici, vous voyez un site romain au Maroc, à Volubilis, puis l'islamisation avec la mosquée Hassan à Rabat.

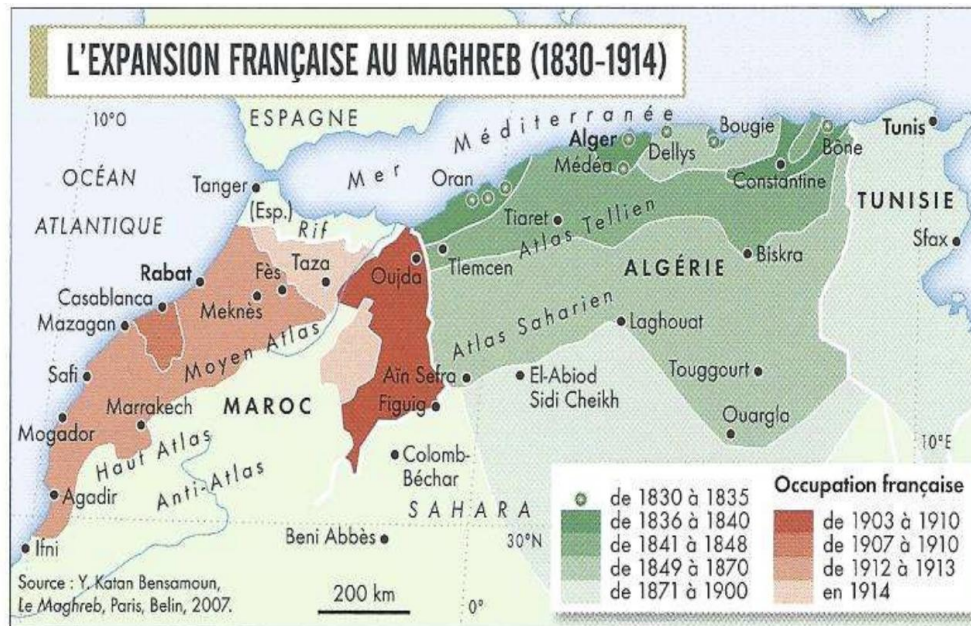


Voici la carte du Maghreb telle qu'elle était avant la colonisation. À la fin du XIXe siècle, tout change : l'ensemble du Maghreb va être colonisé. Les Espagnols

s'installent à l'ouest, dans le Rif, dont sont originaires une grande partie des Marocains qui vivent ici à Bruxelles, juste en face de l'Andalousie et des Canaries. Côté est, c'est l'Italie qui prend possession de la Libye, laquelle appartenait à l'époque à la Turquie. Mais la plus grande partie du territoire a été colonisée par la France à partir de 1830, avec la prise d'Alger.



Tout l'ensemble du Maghreb a été colonisé, et les frontières comme l'organisation politique découlent en grande partie de cette période, bien qu'elle soit terminée depuis soixante ou soixante-dix ans. Le système français était le plus répandu, mais il y a eu beaucoup de différences dans la manière dont la France a colonisé ces territoires. On a eu, en fait, trois formes de colonisation pour un même pays. L'Algérie a été transformée en départements français, tandis que la Tunisie et le Maroc sont restés ce qu'on appelait des protectorats — c'était l'*indirect rule*. Quant au Sahara, il était organisé simplement pour y maintenir l'ordre. Et comme les frontières ont été décidées par la France, c'est l'Algérie qui a eu la plus grande part du Sahara, puisque le découpage s'est fait au moment où la domination française y était la plus importante. On arrive ainsi à la carte que je vous ai montrée.



Les situations sont donc très différentes. En Algérie, la colonisation a commencé en 1830, menée par des militaires. Le gouvernement français était un peu fatigué d'avoir une armée surnuméraire héritée des guerres de Napoléon ; comme elle complotait contre le régime, on a trouvé pratique de l'envoyer se battre en Algérie. C'est Bugeaud, qui avait fait la guerre d'Espagne avec Napoléon, qui a été le conquérant de l'Algérie. Cela s'est fait d'une façon extrêmement brutale : on a refoulé les populations algériennes vers le Sahara pour créer une colonie de peuplement. L'objectif de la France était alors de peupler l'Algérie. On a repoussé les populations vaincues dans le désert, un peu comme Jackson l'avait fait avec les Indiens d'Amérique. On a ensuite fait de l'Algérie trois départements français, comme à l'époque de Napoléon où l'on avait divisé en départements l'Italie, une partie de la Suisse ou de l'Allemagne. C'était une colonisation de peuplement brutale, mais comme la démographie française n'était pas très forte, on n'a pas réussi à peupler l'Algérie, où les Berbères et les Arabes sont restés majoritaires.

L'autre forme de colonisation, celle du Maroc, fut tout à fait différente. L'objectif de Lyautey et des colonisateurs du Maroc — et dans une certaine mesure de la Tunisie — était plutôt de moderniser le pays, et non pas de le peupler en refoulant les Arabes et les Berbères. Le Maroc et la Tunisie ont été colonisés d'une façon distincte car c'étaient des États déjà organisés avant la colonisation, alors que l'Algérie s'apparentait davantage à une confédération de tribus.

Cela a engendré des régimes politiques et économiques très différents. Par exemple, quand le Maroc a été conquis par l'armée française, il a dû accepter un régime douanier ouvert, alors que l'Algérie et la Tunisie ont été rattachées au territoire douanier de la France. Ce rattachement a comporté des inconvénients en termes de développement économique ; le Maroc a bénéficié d'un régime beaucoup plus favorable, et on en voit encore les traces dans son système actuel.

Sur le plan politique, deux solutions s'affrontaient en Algérie. À l'époque de Napoléon III, on a voulu en faire un protectorat. Mais quand la République est arrivée, en 1870, elle a décidé qu'il fallait donner des droits aux citoyens français, puisqu'il s'agissait d'une colonie de peuplement, mais ne pas en donner aux autres. On a donc empêché ce qu'on appelait alors les "indigènes" d'avoir des droits politiques. Ceux-ci n'ont été accordés qu'aux Juifs, qui ont été assimilés à la population européenne. C'est cette inégalité qui a fini par mener au conflit et à la guerre d'indépendance amorcée en 1954. La colonisation a duré 132 ans et, sur cette période, il y a eu 129 ans pendant lesquels les Algériens n'avaient aucun droit politique.

À l'inverse, les Tunisiens et les Marocains ont gardé leurs institutions ; l'arabe est restée la langue officielle et l'administration française, pourtant centraliste, n'a pas pu gérer le pays de façon trop directe puisque l'administration précoloniale avait subsisté. C'est un élément qui joue encore dans les relations entre la Tunisie et le Maroc d'une part, et l'Algérie d'autre part. Nos relations ici, à l'Union européenne, ne sont pas du tout les mêmes avec les uns et avec les autres.

Enfin, au Sahara, on s'est contenté de maintenir l'ordre public pour éviter les conflits. La colonisation y a finalement changé très peu de choses, que ce soit dans le Sahara algérien, marocain, tunisien, libyen ou mauritanien. Le territoire a été assez peu touché, sauf à la fin, au moment de la découverte du pétrole, mais cela restait très localisé. La population saharienne est restée assez tranquille : dans la partie française, il y avait seulement 5 000 méharistes pour surveiller 3 ou 4 millions de kilomètres carrés. La présence n'était donc pas très pesante pour les populations locales. Voici quelques cartes qui illustrent cette situation de l'époque.

Voilà pour les conséquences : le système colonial a été très différent selon les pays. Les administrations espagnole et italienne ont également suivi des logiques distinctes.

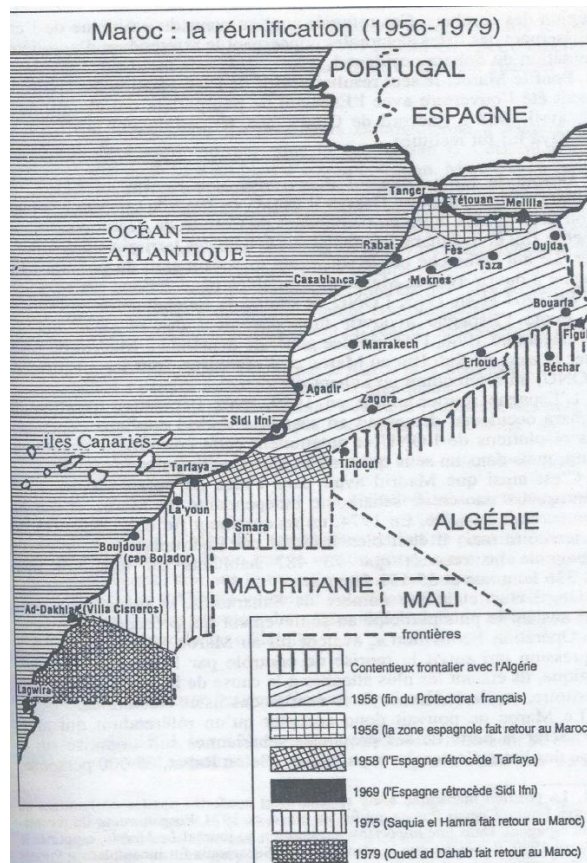
L'Espagne a colonisé le nord du Maroc, une zone montagneuse aux populations assez rétives. Elle a contrôlé le Rif d'assez loin, tout en y recrutant des soldats qui furent ensuite utilisés par Franco pour gagner la guerre civile espagnole entre 1936 et 1939. Du côté italien, il faut attendre Mussolini pour que le développement de la Libye commence véritablement, dans les années 1930. Mais dès 1941-1942, le pays est pris dans la Seconde Guerre mondiale, ravagé par les conflits entre l'armée germano-italienne d'une part, et les Britanniques et leurs alliés d'autre part. À la fin de la guerre, il ne reste plus grand-chose de la Libye.

Un autre élément majeur de l'après-guerre est l'accélération de la croissance démographique : la population devient extrêmement nombreuse par rapport aux ressources disponibles. La colonisation avait également apporté la présence d'environ deux millions d'Européens, essentiellement originaires des pays méditerranéens (Espagne, Portugal, Italie et France). Cette population est repartie après la période coloniale pour s'installer en Europe, principalement en France. Ce mouvement s'est fait progressivement au Maroc et en Tunisie, mais de façon très brutale en Algérie, dans un contexte de guerre.

Après les indépendances, ces pays prennent en main leur politique et leur économie. Le système marocain est marqué par la continuité : malgré quelques tentatives de coup d'État à l'époque de Hassan II, la monarchie est restée maîtresse du jeu pendant presque toute la période post-indépendance. La Tunisie, quant à elle, est devenue une république qui a rapidement tourné à la dictature. Après une phase d'ouverture entre 2011 et 2020, elle se trouve à nouveau dans un système semi-dictatorial.

En Algérie, la période de transformation fut complexe car, avec le départ des Européens, il a fallu gérer une économie qui avait été construite par eux et pour eux. En dépit de l'abondance du pétrole, l'Algérie a eu du mal à s'en sortir ; elle est devenue une dictature militaire dotée d'une économie de type soviétique qui a survécu jusqu'au début des années 2000. Aujourd'hui, son économie reste assez

déséquilibrée. Le pays vit essentiellement de la rente pétrolière, mais les ressources s'épuisent et la hausse de la consommation intérieure réduit les exportations. Par conséquent, le revenu pétrolier rapporté à la population est de moins en moins important. Enfin, pour la Libye, comme je l'ai déjà indiqué, c'est le chaos total.



Cela représente l'indépendance avec Mohammed V, qui était le grand-père du roi actuel. Son fils, Hassan II, a régné entre 1961 et 1999, avec la réunification du Maroc entre la France et l'Espagne et un territoire marocain qui a doublé de taille avec le Sahara occidental, dont j'ai déjà parlé. En Tunisie, cela n'a pas été une dictature, mais une sorte de despotisme éclairé sous Bourguiba, qui est resté président de l'indépendance jusqu'en 1987. Cela a été une période assez longue, mais le pays est resté stable pendant tout ce temps, et le remplaçant de Bourguiba a également tenu pendant une vingtaine d'années. Cela explique que la Tunisie ait connu assez peu de difficultés. Au Maroc comme en Tunisie, même s'il y a eu des soubresauts de temps en temps, on se trouve dans un système relativement stable où l'économie a fonctionné à peu près normalement.

UTILISATION DU SOL

Echelle : 1/10.000.000

UTILISATION DU SOL

Echelle : 1/10.000.000

0 100 200 300 400 km

Algiers, Bougie, Philippeville, Bone, Medjah, Tunes, Sousse, Kairouan, Sfax, Gabès, Gafsa, Tozeur, El Oued, Touggourt, Ghardaia, Ouargla, Dzaïr, Biskra, Ouledj, Lighouat, Ain Sefra, Bou Arfa, Figuig, Bou Denib, Colomb-Béchar, Kenadsa, Erfoud, Marrakech, Meknes, Oujda, Oran, Tanger, Casablanca, Mazagan, Safi, Agadir, Mogador, Tensift, Oued-Noua, Oued-Draa, Oued-Souf, Oued-Souf, Oued-Souf.

Legend:

- Lignes isohyètes 400, 200, 50 mm.
- Récoltes céréalières à peu près assurées sur champs secs - Au sud: irrigation nécessaire.
- La région céréalière est en partie occupée par Forêts, maquis, garrigues, vignobles, vergers.
- Région des steppes (en partie occupées par l'alfa), moutons.
- Limite Nord de maturation, dans les oasis, des dattes comestibles.
- Sahara
- Vignobles, vergers, légumes
- Grande importance de l'olivier
- Oasis
- Forêts de chêne-liège
- Forêts diverses
- Forêt claire d'arganier

graspe.eu

	Military expenditure (% GDP)	Electricity consumption (1000 BTU)
Morocco	3,5	23520
Algeria	8,0	61843
Tunisia	2,5	33754
Libya	5,3	100844
Mauritania	2,2	14135

Concernant le développement industriel, on a plutôt développé cela en Algérie avec des méthodes de type soviétique aussitôt après l'indépendance, mais cela n'a pas donné de résultats extraordinaires. Par contre, au Maroc et en Tunisie, on a maintenant deux pays dont la majorité des exportations sont des produits industriels. On a réussi à industrialiser ces nations avec un secteur manufacturier qui emploie beaucoup de monde, mais sur des fabrications qui ne relèvent pas de la haute technologie : il s'agit surtout du textile ou de la fabrication de pièces détachées. Cela commence maintenant avec l'automobile, avec des industries qui demandent une main-d'œuvre beaucoup plus sophistiquée, mais cela n'est pas encore suffisant. Cela crée beaucoup d'emplois parce que la productivité est relativement faible, mais cela n'en crée pas encore assez car la demande de travail est très forte. Les services se sont développés de façon massive en Tunisie et au Maroc, un peu moins en Algérie. On développe le tourisme partout sauf en Algérie, mais avec les islamistes, un pays comme la Tunisie a perdu une partie de ses ressources et de sa fréquentation. Et puis, il y a maintenant les centres d'appels, et ainsi de suite.

Tout cela est bien, mais cela ne fournit tout de même pas des activités extrêmement bien rémunérées. Par conséquent, les revenus tirés aussi bien de l'industrie que de l'agriculture restent assez bas. Pour l'agriculture, ils sont vraiment très faibles, mais les activités de services et les activités industrielles ne sont pas non plus très rémunératrices et les salaires demeurent bas.

Voici une carte des activités sur laquelle on voit que les espaces agricoles ne sont pas très étendus. Par ailleurs, deux éléments importants se dégagent : les dépenses

militaires constituent un facteur crucial, particulièrement en Algérie. C'est un point considérable car on observe que la rente pétrolière n'est peut-être pas orientée là où elle le devrait, c'est-à-dire vers le secteur économique. Consacrer 8 % de son PIB aux dépenses militaires est énorme ; au sein des pays de l'OTAN, on lutte déjà pour atteindre les 2 %. L'Algérie affiche 8 % alors qu'elle n'est officiellement en guerre avec aucun pays, si ce n'est qu'elle entretient de mauvaises relations avec le Maroc. Dépenser une telle part de sa richesse reste tout de même très important. La Tunisie se situe à un niveau normal, tandis que la Libye, étant en guerre, présente logiquement un pourcentage élevé. La Mauritanie, de son côté, n'investit pas énormément dans ce domaine. Le Maroc et l'Algérie se trouvent ainsi dans un contexte de course aux armements qui agit comme un facteur limitant pour le développement économique.

J'ai également inclus, par le hasard des statistiques, la consommation d'électricité qui illustre le niveau de développement. Là où il y a du pétrole, on dispose effectivement de plus d'électricité. Le pays au niveau le plus bas est la Mauritanie, car elle ne possède pas de pétrole et demeure en grande partie désertique. C'est une problématique difficile à gérer. On s'aperçoit que les pays non pétroliers ont une consommation d'électricité moindre et que le niveau de vie au Maroc et en Tunisie, en dehors des grandes villes, reste terriblement bas. Comme il s'agit de moyennes nationales, on pourrait avoir l'impression d'une diffusion globale de la consommation ; en réalité, si l'on fait la distinction entre la ville et la campagne, on constate malheureusement que dans les zones rurales du Maroc ou d'Algérie, la consommation se rapproche davantage de la moyenne mauritanienne que de la moyenne nationale. Or, la consommation d'électricité est souvent un excellent indicateur du développement d'un pays.

Une autre question est celle du problème de la production de drogue. Cela concerne essentiellement le Maroc, mais cela nous concerne directement car la source de la drogue se trouve dans le nord du pays, à proximité immédiate de l'Europe, donc du centre de consommation. Les capacités alternatives sont faibles car l'agriculture classique apporte peu, tandis que le hachich, lui, apporte beaucoup. Cela signifie que l'on peut obtenir un revenu agricole cinq fois supérieur à celui d'un champ de blé ; cela est donc terriblement attractif. On trouve des coins

perdus où la police ne se rend jamais, et l'économie du hachich se développe ainsi dans cette partie du monde. Comme il n'y a qu'à traverser le détroit de Gibraltar, ce qui n'est pas très loin, cela demeure un élément important. Évidemment, on ne peut pas chiffrer précisément tout cela car il s'agit d'activités illégales, mais quelques chiffres montrent que cela est relativement important.

La relation avec l'Union Européenne remonte aux années 70. On a signé des accords d'association qui permettaient au départ — puisque l'Union Européenne de l'époque, la CEE, était surtout un ensemble agricole — de conserver des préférences qui remontaient à la colonisation. Les pays maghrébins avaient un accès au marché européen, notamment dans le domaine des fruits et légumes ou de l'huile d'olive. Les accords d'association ont initialement maintenu ces préférences et ont complété cela par une aide financière. Tout cela a fonctionné à peu près sans trop de difficultés, malgré des effets comme l'adhésion de l'Espagne au marché européen, ce qui a fait que les produits espagnols ont, dans certains cas, concurrencé les produits maghrébins. Il serait difficile d'expliquer tout cela en détail car cela est assez complexe et a duré assez longtemps.

En 1995, le sommet de Barcelone a modifié les accords d'association. On a créé une nouvelle génération d'accords avec l'objectif du libre accès en 2010. Cet objectif n'a pas été atteint pour deux raisons. La première est que, du côté européen, on commençait à craindre la concurrence de certains secteurs économiques maghrébins, comme celui du textile et de certains produits agricoles. Ensuite, du côté maghrébin, notamment en Algérie, on n'a pas voulu ouvrir les marchés ni permettre aux produits européens d'arriver librement pour concurrencer les produits locaux. Le Maghreb a donc été très lent et très réticent, finalement, à libéraliser les échanges, pour de bonnes et de mauvaises raisons. Le libre-échange n'a pas été obtenu, et l'on remarque même que les pays maghrébins commercent très peu entre eux. La frontière entre le Maroc et l'Algérie est d'ailleurs fermée depuis la fin des années 70, ce qui commence à représenter un temps considérable.

Entre la Tunisie et l'Algérie, la situation est déjà plus facile, mais en réalité, comme ils produisent des biens similaires, ils n'ont pas beaucoup d'échanges entre eux. On a révisé les accords dans le cadre de la politique de voisinage en développant des

plans d'action, ce qui a permis d'élargir la coopération à pratiquement tous les secteurs. Des accords spéciaux ont également été conclus pour la pêche, essentiellement avec le Maroc et concernant le Sahara occidental, car il s'y trouve un potentiel important. À cela s'ajoute la montée en puissance de la problématique migratoire, ainsi que des accords sur l'énergie ou la lutte contre le terrorisme.

De nombreuses initiatives sont en place, même si cela varie selon les pays. On pourrait dire que dans certains cas, il existe des problèmes de fonctionnement. On voit d'ailleurs que nos collègues sont actuellement en train de renégocier l'accord avec la Tunisie, car un certain nombre de difficultés s'avèrent difficiles à résoudre. Toutefois, dans l'ensemble, si l'on compare cela à la coopération que nous pouvons avoir avec d'autres régions, le système Maghreb-UE fonctionne assez bien. C'est bien plus efficace qu'avec le Moyen-Orient, ce qui n'est pas tellement surprenant, et cela offre un certain nombre d'opportunités.

Cependant, de part et d'autre, on estime que cela pourrait mieux fonctionner. Du côté du Maghreb, les gouvernements souhaiteraient obtenir davantage d'accès au marché européen, notamment dans le domaine agricole. Mais il existe des réticences du côté européen sur ce point. On le constate à chaque fois que l'on signe un accord de libre-échange, comme c'est le cas avec le Mercosur : en général, la profession agricole n'est pas particulièrement satisfaite, c'est le moins qu'on puisse dire. On peut même se demander si ces acteurs ne sont pas opposés par principe à tous les accords de libre-échange sur le plan agricole.

Pour ce qui est des échanges, le Maghreb réalise plus de 50 % de son commerce extérieur avec l'Union Européenne ; la liaison entre le Maghreb et l'Europe est donc assez forte. Et cela ne se limite plus seulement à la France, l'Italie et l'Espagne. Si au début on observait une domination nette, notamment de la France, cela a disparu depuis longtemps car les échanges se sont diversifiés. Des pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou les Pays-Bas sont devenus des partenaires économiques aussi importants que les pays méditerranéens. Enfin, si le marché est ouvert pour les produits industriels, cela n'a pas énormément profité au Maghreb. Ce marché a profité bien davantage à la Turquie, qui représente un concurrent de poids pour les biens industriels face au Maghreb.

Le Maghreb n'a pas profité suffisamment des facilités d'ouverture du marché dont il bénéficie. On a également signé des accords sur l'environnement et développé ce que l'on appelle le libre-échange accentué, le DCFTA (Deep and Comprehensive Free Trade Area), mais cela n'a pas donné de résultats aussi importants qu'on l'espérait. Alors qu'on avait prévu le libre-échange total en 2010, cela n'a pas été réalisé, et entre 2010 et 2020, on ne peut pas dire que cela ait évolué d'une façon extrêmement rapide.

La Mauritanie constitue un cas particulier car c'est un pays assez à part. Les échanges n'y sont pas extrêmement importants, mais ils disposent d'un système qui leur est assez favorable au niveau de l'aide qu'ils reçoivent. On est en train de développer cela dans le cadre des nouveaux accords, les accords de Samoa avec les pays ACP, où la Mauritanie est un pays assez bien traité. Cependant, elle n'a pas signé les accords de Samoa ; sur les quelque 80 pays concernés, je crois qu'il y en a eu entre vingt et trente qui n'ont pas voulu signer. On a donc un problème de ce côté-là, que je ne vais pas vous détailler car cela concerne 80 pays, ce qui est assez important, mais cela ne fonctionne pas aussi bien que prévu.

Ensuite, il y a le problème migratoire. J'ai ici une caricature qui symbolise un peu le problème tel qu'il se pose. Actuellement, il y a beaucoup de difficultés pour assurer les flux, car ceux-ci sont très importants. On estime désormais qu'il y a une population d'origine maghrébine en Europe qui doit représenter au moins 5 millions d'habitants, peut-être plus. Cette population, avec le regroupement familial, a conservé des relations très étroites avec le pays d'origine. L'objectif théorique était la libre circulation, mais je ne sais pas quand on l'obtiendra, car cela est extrêmement difficile : chaque personne du Maghreb est considérée comme un migrant potentiel, et l'on ne facilite donc pas du tout la libre circulation. Des visas sont nécessaires du côté européen pour arriver en Europe, tandis que du côté maghrébin, les touristes entrent encore librement sans visa au Maroc et en Tunisie, ce qui n'est probablement pas le cas en Algérie.

On constate cette inégalité, et le problème migratoire est d'autant plus important que le Maghreb lui-même est devenu une terre d'immigration. Avec l'Afrique subsaharienne, le Sahara n'est plus le Sahara d'autrefois ; avec un GPS, un gros

bidon d'essence et un véhicule 4x4, on peut traverser le désert en passant à côté des postes de douane. Aujourd'hui, le Sahara se traverse beaucoup plus facilement qu'avant. Par conséquent, le Maghreb lui-même se dit submergé par l'immigration d'Afrique noire. Cela n'est pas tout à fait vrai, le terme de submersion n'étant pas adéquat, mais le président Saïed en Tunisie a été extrêmement dur avec les migrants qui viennent d'Afrique noire. Ces gens sont très maltraités ; en Libye, ils souffrent énormément, et l'on est à la limite du marché aux esclaves. Les migrants qui essaient de passer par la Libye sont terriblement maltraités d'après les organisations humanitaires. Le système actuel n'est donc pas considéré comme vraiment viable ; il est très injuste pour ceux qui le subissent, mais il s'est ainsi développé à cause du terrorisme.

Il y a eu beaucoup d'inquiétudes du côté européen, ce qui a entraîné une sorte d'assimilation entre immigration et terrorisme. Par conséquent, les esprits sont bloqués, cela favorise le vote pour l'extrême droite et finit par terrifier les gouvernements. Pourtant, l'immigration n'est pas responsable du terrorisme, ce sont deux réalités distinctes. Malgré cela, l'opinion est braquée, ce qui rend le problème très difficile à résoudre et finit par nuire à la coopération, avec des refus de visas d'un côté et des refus d'accepter l'expulsion de migrants illégaux de l'autre. Ce n'est pas une bonne façon de faire évoluer les choses.

La pression migratoire va continuer ; l'augmentation du niveau de vie, qui reste faible, ne ralentira pas pour autant les flux. Par ailleurs, l'Europe a tout de même des besoins. Si vous observez l'organigramme d'un hôpital ici à Bruxelles, vous constaterez qu'au moins un quart, sinon plus, des médecins sont d'origine étrangère, et souvent maghrébine. On voit donc que cette immigration a pris des formes tout à fait nouvelles. Comme l'Europe a une démographie très faible, il est clair qu'il y a de la place pour un certain nombre de migrants, mais le système est difficile à gérer. Pour illustrer cela, le Maroc possède encore sur sa côte deux villes qui sont espagnoles, des territoires sous souveraineté espagnole depuis la fin du Moyen Âge. On y a érigé des murs et des barrières pour empêcher le passage des migrants.

Gas pipelines	Capacity (billions cm/year)	In operation since	Gas coming from	Transit countries
TRANSMED	33	1983, 1994	Algérie	Tunisia, Italia
MEDGAZ	8	2011	Algérie	Spain
GALSI	8	project	Algérie	Italia (Sardinia)
GREENSTREAM	11	2004	Libye	Italia
Maghreb-Europe	12	1996	Algérie	Morocco, Spain
Trans-saharian	30	project	Nigeria	Niger, Algeria
Total	102			

Pour en venir à la conclusion, nous faisons face à quatre problèmes principaux : l'immigration, la sécurité énergétique, le dossier du Sahara et la question de la démocratie. En ce qui concerne la sécurité énergétique, c'est un problème pour l'Europe, mais aussi pour le Maghreb, car trois pays sur quatre ne sont pas pétroliers et doivent donc importer leur énergie, tout comme la France ou l'Italie. Quant au Sahara, ce n'est plus un obstacle mais un territoire que l'on traverse désormais très rapidement. La région est en difficulté suite aux poussées islamistes, notamment au Mali, au Niger ou au Burkina Faso, dans le prolongement de la guerre civile algérienne. L'insécurité en Libye n'arrange rien. La situation au Sahara se dégrade de façon rapide et violente, devenant très difficile à contrôler, même avec des investissements militaires importants.

	Mauritania	Morocco	Algeria	Tunisia	Libya
Freedom in the World 2025	Partly free	Partly free	Not free	Partly free	Not free
Reporters without borders 2025 (max 100)	67,5	48,0	44,6	43,4	40,4
Corruption perception Index 2025 (max 100)	30	37	34	34	13

Sur le plan de la démocratie, si l'on observe les statistiques des organisations humanitaires, le Maroc évolue plutôt vers la démocratie tandis que la Tunisie suit la trajectoire inverse. La Libye est en proie à la guerre civile et l'Algérie reste classée comme non libre pratiquement depuis le début, sans progrès notable. Les médias sont généralement sous contrôle partout, à l'exception de la Mauritanie. Quant à la corruption, un indice de 30 sur 100 n'est pas satisfaisant ; le Maroc, l'Algérie et la Tunisie se retrouvent à un niveau de corruption relativement élevé.

Enfin, il y a la question de l'islamisme. L'Organisation de la conférence islamique a défini un concept des droits de l'homme subordonné au respect de la charia. À l'opposé, la Cour européenne des droits de l'homme a considéré que la charia n'était pas démocratique et a validé pour cela l'interdiction d'un parti politique en Turquie. On se trouve donc face à deux positions : d'un côté, un courant qui place la charia à la base de la législation, et de l'autre, les législations européennes et internationales qui estiment que cela n'est pas compatible avec la démocratie. C'est un problème fondamental car cela touche à l'éducation, au statut personnel, au divorce et aux libertés individuelles. Si le Maghreb est dans une situation plus favorable que le Moyen-Orient, cette difficulté a tout de même provoqué la guerre civile en Algérie dans les années 90, un drame que la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie ont heureusement évité. Voilà ce que je pouvais dire sur cette question, et je vous remercie de votre attention.

Georges Vlandas

Merci Jean-François. Les discussions dans le chat et les compléments d'informations sont très riches. Il me semble qu'il existe une différence importante entre le processus d'indépendance du Maroc, de la Tunisie et même de la Mauritanie par rapport à celui de l'Algérie. En Algérie, il y a d'abord eu une guerre qui a duré un certain temps, et cela a entraîné des répercussions directes en France. Souvenez-vous des manifestations, de cette sorte de Saint-Barthélemy après Charonne, ainsi que du mouvement de solidarité, des porteurs de valises et de la production clandestine d'armes ou de fausse monnaie.

Il y a eu une véritable corrélation entre le mouvement de libération nationale algérien et l'éveil d'une nouvelle gauche en France, avec la création du PSA et

d'autres courants politiques. À un moment donné, vous avez qualifié l'Algérie d'économie soviétique, mais c'est peut-être un peu plus complexe que cela. D'abord parce qu'il n'y a pas vraiment eu de soviets, et ensuite parce que l'expérience algérienne, du moins au début avec Ben Bella, s'apparentait plutôt à ce qui se passait en Yougoslavie, puisque l'autogestion était mise en avant.

C'était une tentative de construction d'une société différente qui a échoué avec la chute de Ben Bella. N'oublions pas non plus que c'est en Algérie que se sont tenues les réunions de la Tricontinentale et des non-alignés, avec cette volonté politique de se situer en dehors des blocs dominants, entre le camp socialiste et le camp occidental. Tout cela montre que la qualification de soviétique, qui décrit une société très bureaucratique, ne transcrit pas fidèlement ce qui s'est passé au début en Algérie.

Jean-François Drevet

Tu précises "au début", et c'est tout à fait exact car les choses ont évolué. Il se trouve que j'ai été recruté comme expert par la FAO pour travailler en Algérie dans les années 80, et j'ai eu à m'occuper des domaines autogérés. Vingt ans après l'indépendance, ces domaines n'avaient plus rien d'autogéré. Ils auraient pu s'inspirer de l'expérience soviétique en choisissant entre les kolkhozes et les sovkhoses, mais ils ont opté pour les sovkhoses. À la fin, les gens des domaines autogérés étaient devenus des rentiers du système et faisaient travailler les autres. Tu parles de 1980, et c'est précisément là que le basculement était visible.

Georges Vlandas

Quand est-ce que Ben Bella est parti ?

Jean-François Drevet

Il est parti en 1965. Ben Bella n'est resté que trois ans ; c'est sans doute dommage pour lui, mais c'est peut-être aussi dommage pour l'Algérie.

Georges Vlandas

Et puis, Ben Bella a passé le reste de sa vie en résidence assignée ou en prison. Les Français l'avaient déjà emprisonné pendant huit ans. Par rapport à cette expérience, le Maroc a connu une répression politique beaucoup plus forte, notamment avec l'affaire Ben Barka qui a tant fâché de Gaulle. Cet opposant marocain a été kidnappé en plein Paris avant de disparaître. Ce n'étaient donc pas les mêmes types d'expériences. Ensuite, l'Algérie a continué à se différencier avec toute l'expérience de la guerre civile que tu as notée ; cela a représenté une part considérable de son histoire, je ne sais pas ce que l'on peut en dire de plus sur cette période.

Jean-François Drevet

C'est une affaire compliquée car, officiellement, j'ai vu que quelqu'un avait relevé la question des islamistes par rapport à l'islam. C'est pourtant relativement clair quand on approfondit ces questions ; le terme d'islam politique est peut-être préférable à celui d'islamiste, puisqu'il s'agit d'une question tout à fait différente. En réalité, ceux qui avaient gouverné l'Algérie depuis l'indépendance ne représentaient finalement qu'une partie du pays, et l'on ne s'en était pas rendu compte. Il y avait des villages favorables au pouvoir et d'autres qui y étaient opposés. Ceux qui étaient considérés comme les perdants de la première guerre coloniale se sont retrouvés parmi le FIS, le Front Islamique du Salut. Il y a donc eu une sorte de revanche des perdants de la guerre des années 50 lors de celle des années 90, alors que cette situation n'aurait pas dû avoir lieu. La gestion du système par les gouvernements issus de l'indépendance a créé des gagnants et des perdants dans le premier conflit, et la revanche s'est opérée dans les années 90. C'est probablement pour cela que le nombre de morts durant cette phase a été extrêmement élevé ; cela a été une guerre particulièrement cruelle. Celle de la colonisation l'était aussi, et c'était une guerre entre Algériens, mais dans les années 90, ce sont pratiquement les mêmes acteurs qui ont joué la deuxième partie du match.

Georges Vlandas :

N'y a-t-il pas eu quelque chose d'analogue entre l'Algérie et la Turquie, où une victoire électorale des islamistes a été remise en question par un coup d'État ?

Jean-François Drevet :

Concernant ce qui se passe avec les islamistes, je dirais qu'il faut revenir à la croissance démographique qui fait entrer dans les villes des populations augmentant de 5 % par an. Comment peut-on trouver des services publics satisfaisants dans ces conditions ? Ces gens sont des ruraux qui ont gardé leur mentalité traditionnelle. Ils viennent d'une société rurale et sont restés imprégnés de ces schémas où l'islam occupe une place relativement importante ; ils ont donc voulu islamiser les villes. Les citoyens n'ont pas accepté cela, ce qui a déclenché une guerre civile entre ceux qui se considéraient comme modernes et ceux qui ne voulaient pas l'être. Cela s'est passé ainsi. Tu as cité la Turquie : ces villes envahies par les ruraux ont fini par donner le pouvoir à Erdogan. En Iran, c'était un peu la même chose : la population traditionaliste, pour laquelle l'islam était la seule référence, a fini par être plus nombreuse dans les villes que la population urbaine d'origine. Les urbains n'ont pas réussi à moderniser cette partie de la population car ils n'étaient pas assez nombreux. Le même phénomène s'est reproduit dans la plupart des pays musulmans : ces villes mal urbanisées, investies par des ruraux ayant conservé leur mentalité traditionnelle, ont donné leurs voix aux islamistes parce que la référence religieuse faisait partie du fondement de leur société. De plus, quand on a demandé à ces gens de voter, alors qu'ils n'en avaient pas l'habitude, ils ont voté pour ce qu'ils connaissaient. Même en Tunisie, qui était probablement le pays le plus évolué, c'est Ennahdha qui a obtenu la majorité. Et quand on les a mis au pouvoir, au bout de deux ans, on a dit que l'on ne voulait pas de ces gens-là ; mais on les y a tout de même portés. En Iran et en Turquie, ils y sont toujours.

Intervenante du public

Oui merci ! Je tenais tout de même à apporter un complément d'information. La présentation est très intéressante, je vous en remercie, mais je trouvais que

certaines rapports étaient parfois un peu réducteurs par rapport à ce qu'est réellement le Maghreb. Il me semblait important de préciser, comme vous le disiez, qu'il ne faut pas confondre l'islamisme, qui est un concept politique, avec l'islam, qui est une religion. J'ai regretté que vous présentiez l'ensemble sous l'angle du « problème ». Quelqu'un me disait qu'il faut plutôt se tourner vers l'avenir : sachez qu'au Maghreb, il y a actuellement des investissements étrangers en masse, tant dans le numérique que dans le textile, et que de grandes enseignes s'y installent. Il y a un réel développement, même si, certes, des difficultés perdurent au niveau de la croissance économique, du social ou des droits. Le Maghreb a connu la colonisation et les guerres ; pour l'Algérie, la guerre civile a été atroce et reste dans les mémoires comme une période noire, durant laquelle le président a dû mener des négociations et a tout de même emprisonné de nombreux membres du FIS. Je ne pourrais m'étaler davantage car cela serait trop long, mais cela me tenait à cœur.

Georges Vlandas

Quand Jean-François utilisait le mot « problème », il voulait dire « défi ». Il y a plusieurs défis à relever. J'ai remarqué votre interrogation sur l'usage de ce terme, mais il s'agit bien de défis. Le sujet était peut-être trop vaste pour la période historique impartie, mais cela a permis d'avoir un aperçu qui soulève d'autres questions. Comme nous ne sommes pas limités par le nombre de pages d'un journal, Jean-François pourra compléter son intervention dans le compte rendu en tenant compte de ce qui a été dit dans le chat. Cela permettra d'apporter davantage d'éclaircissements et d'éloquence ; cela me semble être la meilleure solution.

Jean-François Drevet

Oui, très simplement, il est tout de même important de situer les problèmes, car notre travail ici consiste généralement à les aborder, au sens anglais du terme « to address », et à chercher dans quelle mesure on peut y trouver des solutions. Si l'on fait un travail comparatif, et je travaille actuellement beaucoup sur le Moyen-Orient, je dirais que le Maghreb est dans une situation incroyablement plus favorable. À part pour le Sahara occidental, les pays sont à peu près d'accord sur des frontières qui existent depuis longtemps. Vous avez eu raison de souligner qu'il y a eu, depuis une dizaine d'années, une croissance relativement élevée. Le

ralentissement démographique d'une part, et l'augmentation de la croissance économique d'autre part, font que l'on est en train d'inverser la tendance entre forte pression démographique et faible croissance.

Les perspectives s'améliorent donc. J'ai peut-être été un peu pessimiste en listant de nombreux problèmes sans avoir le temps de les détailler, mais il est évident que, par rapport à ce qu'il se passe ailleurs, le bassin occidental de la Méditerranée est incroyablement paisible comparé au bassin oriental. J'espère que cela durera pour le bassin occidental. Je suis évidemment assez pessimiste pour le bassin oriental pour d'autres raisons, mais si nous avons l'occasion de parler de la Turquie, nous aurons certainement beaucoup à dire sur ce sujet.

Georges Vlandas

Merci à toutes et à tous. Merci beaucoup pour votre présence. Nous nous voyons après-demain pour un exposé avec les fédéralistes sur la souveraineté digitale. Cette semaine est très riche. Nous publierons tout cela dans le numéro 54 de *GRASPE* qui paraîtra au plus tard fin septembre 2026. Merci encore et à très bientôt.

Juin 2026